

**Question écrite n°2060** - Sujet : Introduction d'une interdiction de fumer sur les bancs de touche et dans les gradins des terrains de football

**Auteur(s)** : Madame Nancy Arendt épouse Kemp, Députée

**Destinataire(s)** : Monsieur Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale; Monsieur Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé

**Date limite de réponse à la question** : 22-11-2007

**Evènement(s) :**

Date	Description	Liens
22-10-2007	Dépôt de la question	Document écrit de la question
20-11-2007	Réponse écrite de Monsieur Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale; Monsieur Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé	Document écrit de la réponse



CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Entrée le :

22 OCT. 2007

Q2060

Monsieur Lucien WEILER  
Président de la Chambre des Députés  
Luxembourg

Luxembourg, le 22 octobre 2007

Monsieur le Président,

Par la présente, j'ai l'honneur de vous informer que, conformément à l'article 80 du Règlement de la Chambre des Députés, je souhaite poser une série de questions à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale et à Monsieur le Ministre des Sports concernant la loi du 11 août 2006 relative à la lutte antitabac.

Le texte de la loi relative à la lutte antitabac prévoit à l'article 6 (1) 7 qu'il est interdit de fumer « dans tous les établissements couverts où des sports sont pratiqués ». La loi n'interdit donc pas de fumer sur les bancs des terrains de football destinés aux entraîneurs et aux remplaçants.

Par conséquent, il a été porté à ma connaissance que beaucoup d'entraîneurs fument lors des matchs de football, y inclus les matchs des équipes de juniors. Cependant l'on doit se poser la question de savoir si les entraîneurs ne représentent pas des modèles pour leurs joueurs, ce qui devrait leur interdire de fumer dans un tel endroit.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale et à Monsieur le Ministre des Sports :

- Le Gouvernement pourrait-il envisager une interdiction de fumer sur les bancs des terrains de football, bien que ceux-ci se trouvent en plein air ?
- Vu les efforts entamés afin d'éviter que les jeunes ne commencent à fumer, ne devrait-on pas envisager une interdiction totale de fumer sur les terrains de football lors des matchs des équipes de jeunes, y inclus les gradins ?

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma très haute considération.

Nancy Arendt  
Députée



LE GOUVERNEMENT  
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG  
Ministère d'Etat  
La Secrétaire d'Etat aux Relations avec le Parlement

Luxembourg, le 21 novembre 2007

Monsieur le Président  
de la Chambre des Députés

Luxembourg

Personne en charge du dossier:  
Nicole Sontag-Hirsch  
☎ 2 47 - 82952

CHAMBRE DES DEPUTES  
Entrée le:  
26 NOV. 2007

Réf.: 2007 - 2008 / 2060 - 02

**Objet:** Réponse commune à la question parlementaire n° 2060 du 22 octobre 2007  
de Madame la Députée Nancy Arendt.

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous transmettre en annexe la réponse commune de Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité Sociale et de Monsieur le Ministre des Sports à la question parlementaire sous objet, concernant la loi du 11 août 2006 relative à la lutte antitabac.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

La Secrétaire d'Etat aux Relations  
avec le Parlement

Octavie Modert



LE GOUVERNEMENT  
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG  
Ministère de la Santé

Luxembourg, le 20 novembre 2007

Madame la Secrétaire d'Etat  
aux Relations avec le Parlement  
Service Central de Législation  
L - 2931 LUXEMBOURG

Madame la Secrétaire d'Etat,

J'ai l'honneur de vous faire parvenir en annexe une réponse commune de Monsieur le Ministre des Sports et du soussigné à la question parlementaire no 2060 du 22 octobre 2007 de Madame la députée Nancy ARENDT.

Veuillez agréer, Madame la Secrétaire d'Etat, l'expression de ma parfaite considération.

Le Ministre de la Santé et  
de la Sécurité sociale,

Mars DI BARTOLOMEO

<b>Le Ministre aux Relations avec le Parlement</b>	
<b>SERVICE CENTRAL DE LEGISLATION</b>	
Reg.:	SCL:
Entré le: 21 NOV, 2007	
CE:	CHD:
A traiter par:	
Copie à:	



20.11.2007

**Réponse du Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale et du Ministre des Sports  
à la question parlementaire n° 2060 de Madame la députée Nancy ARENDT  
relative à une éventuelle extension de l'interdiction de fumer  
à des lieux de pratique sportive en plein air.**

---

L'extension de l'interdiction de fumer à des lieux de pratique sportive en plein air est suggérée par l'honorable parlementaire essentiellement pour des raisons ayant trait au mauvais exemple aux jeunes sportifs que donnent les fumeurs, en particulier s'il s'agit d'entraîneurs.

Les interdictions de fumer énoncées à l'article 6 de la loi relative à la lutte antitabac quant à elles, si elles conduisent à une réduction sensible de l'usage de tabac en public, et par là-même à une diminution des mauvais exemples des adultes donnés aux jeunes, avaient cependant comme visée première un objectif d'ordre sanitaire, à savoir empêcher dans la mesure du possible l'exposition des non-fumeurs à la fumée d'autrui.

L'extension suggérée par l'honorable parlementaire changerait la philosophie de la loi quant au point en discussion. L'on remarquera d'ailleurs que si l'exemple donné aux jeunes était le motif premier des interdictions de fumer à édicter, d'autres nouvelles interdictions que celles ayant trait aux sports en plein air seraient envisageables, susceptibles d'entraîner une intrusion non négligeable du législateur dans la vie privée.

Ceci étant dit le Gouvernement ne peut qu'encourager les associations sportives, clubs et fédérations, à se doter de règles de conduite comportant une interdiction de fumer en certaines circonstances de la pratique sportive en plein air, notamment à l'occasion de rencontres sportives entre jeunes et adolescents. Mais à la différence d'une interdiction énoncée par les pouvoirs publics, passible de sanctions pénales, il s'agirait là de règles que se donnerait le mouvement sportif lui-même et qui seraient plus facilement acceptées par tous les acteurs impliqués.